

## BCE : la boîte à outils est plus étoffée en cas contagion

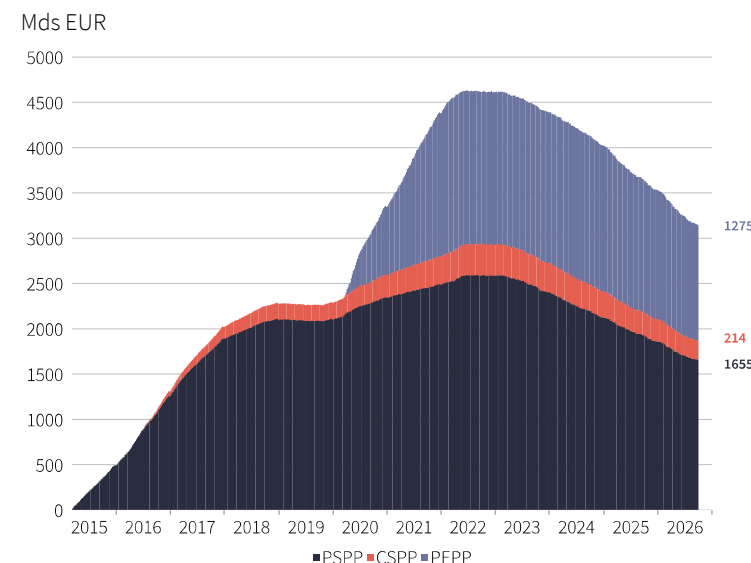
*La forte hausse des taux d'intérêt à long terme, ainsi que l'élargissement des primes de risque souverain, font ressurgir le spectre de la crise de la dette en zone euro des années 2010. Pour autant, l'environnement économique actuel diffère de celui qui prévalait à l'époque. Surtout, la BCE dispose aujourd'hui d'un éventail plus large d'outils de court et moyen terme pour faire face à un resserrement significatif des conditions financières au sein de la zone monétaire. Ces instruments lui permettraient de jouer le rôle classique de prêteur en dernier ressort d'une banque centrale, notamment dans une situation où un gouvernement rencontrerait des difficultés à se financer sur les marchés. Leur mobilisation reste toutefois conditionnée, pour certains d'entre eux, à la mise en œuvre d'un plan d'ajustement convenu entre les autorités européennes et le gouvernement concerné.*

**La BCE dispose d'outils de court terme pour limiter le risque de fragmentation.** La forte hausse des taux d'intérêt à long terme et l'élargissement des spreads remettent au centre des débats le rôle de la BCE dans l'atténuation de ces tensions. À ce stade, cette hausse des taux reflète davantage un scénario de croissance dynamique en zone euro, conjugué à une inflation plus élevée en raison de la crise énergétique. La BCE pourrait néanmoins mettre en œuvre plusieurs mesures si elle estimait que ces tensions perturbent la transmission de sa politique monétaire et s'étendent à l'ensemble des pays de la zone monétaire. À court terme, elle pourrait signaler une pause dans le cycle de hausse des taux d'intérêt qu'elle mène depuis juin 2026, considérant que la remontée des taux à long terme contribue elle-même à ramener l'inflation vers la cible de 2 %. Elle pourrait également décider de suspendre temporairement la réduction de son bilan via le PSPP (Public Sector Purchase Programme), lancé en 2015, et le PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme), lancé pendant la

crise du Covid. Actuellement, la BCE réduit son bilan à un rythme moyen de 37 Mds EUR par mois. Dans le cadre du PEPP, elle peut par ailleurs ajuster le rythme de ses achats et ventes d'obligations. Au début de la crise du Covid, la BCE avait ainsi acheté, proportionnellement, davantage d'obligations des pays périphériques que de celles des pays du centre. Elle peut donc décider de ralentir le rythme de réduction de ses détentions d'obligations d'un pays donné.

**La BCE dispose également d'outils de moyen terme.** En cas de tensions financières plus importantes, susceptibles de faire réapparaître un risque de fragmentation de la zone monétaire, la BCE dispose, depuis 2012, d'autres instruments. En premier lieu, elle peut recourir au programme OMT (Outright Monetary Transactions), en coordination avec les autorités européennes. Dans ce cadre, la BCE peut acheter des obligations d'un pays d'une maturité inférieure à trois ans, à condition que le gouvernement concerné mette en œuvre un plan d'ajustement budgétaire coordonné avec la Commission européenne. La BCE peut également recourir au TPI (Transmission Protection Instrument), qui lui permet d'acheter des obligations souveraines si elle considère que, à la suite d'un choc exogène, l'élargissement des primes de risque ne reflète pas les fondamentaux macroéconomiques du pays et/ou se transmet à d'autres pays. Enfin, ces programmes sont complémentaires des différents dispositifs de fourniture de liquidités au secteur financier, tels que les LTRO. Depuis leur lancement, ni l'OMT ni le TPI n'ont été utilisés ou sollicités, mais leur création s'est accompagnée d'une nette réduction des primes de risque souverain. En effet, même si ces programmes sont assortis de conditions, ils officialisent le rôle de la BCE en tant que prêteur en dernier ressort, non seulement pour le système bancaire, mais également pour les États souverains, limitant ainsi le risque d'une désintégration de la zone monétaire.

## ZONE EURO : DÉTENTION D'OBLIGATIONS DE LA BCE



Sources: Société Générale Investment Solutions, Macrobond, ECB 2026 W4Q

## ZONE EURO : PRIMES DE RISQUES SOUVERAINES

Pb vs Bund 10, dates des annonces des programmes



Sources: Société Générale Investment Solutions, Macrobond, Macrobond 08/10/2026

# NOS COMMENTAIRES MACRO-ÉCONOMIQUES

## Les événements de la semaine passée

### **SUISSE : LE FRANC SUISSE BÉNÉFICIE D'UN RETOUR DE LA DEMANDE POUR LES VALEURS REFUGES**

Le franc suisse s'est renforcé face à l'euro au cours des derniers jours, la paire EUR/CHF atteignant 0.93, soit une appréciation de 1.6% par rapport à début septembre. Cette évolution intervient dans un contexte marqué par les tensions observées sur les marchés obligataires européens. Dans le même temps, l'écart de rendement entre les obligations françaises et allemandes à 10 ans a dépassé 150 points de base, un niveau inédit depuis la crise des dettes souveraines de la zone euro. Considéré comme une valeur refuge, le franc suisse a ainsi bénéficié d'un regain d'intérêt de la part des investisseurs recherchant des actifs perçus comme plus défensifs. Une devise forte contribue à limiter les pressions inflationnistes importées en Suisse mais peut également représenter un défi pour les entreprises exportatrices du pays.

### **ÉTATS-UNIS : LE SECTEUR DES SERVICES CONTINUE DE FAIRE PREUVE DE RÉSILIENCE**

L'activité du secteur des services américain est restée solidement orientée à la hausse en septembre. L'indice ISM Services PMI s'est établi à 54,9, après 55,4 en août, demeurant largement au-dessus du seuil de 50 qui sépare expansion et contraction de l'activité. Les composantes relatives aux nouvelles commandes sont restées robustes, tandis que l'indicateur d'emploi est revenu en territoire d'expansion pour la première fois depuis plusieurs mois. Les entreprises continuent de faire face à des pressions sur les coûts, l'indice des prix payés atteignant son niveau le plus élevé depuis 2022. Dans l'ensemble, ces résultats confirment que le secteur des services, qui représente la majeure partie de l'économie américaine, continue de soutenir la croissance malgré un environnement caractérisé par des taux d'intérêt élevés et la crise énergétique.

*Source : Macrobond, 09/10/2026. Les couleurs dans la colonne 'Actuel' correspondent à la différence par rapport aux prévisions*

# PERFORMANCES DES MARCHÉS

## Taux interbancaires

| %                        | 07/10/2026 | 09/09/2026 | 09/07/2026 | 01/01/2026 | 09/10/2025 |
|--------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Etats-Unis SOFR</b>   | 3,800      | 3,65       | 3,63       | 3,79       | 4,24       |
| <b>Zone euro €ster</b>   | 2,439      | 2,19       | 2,18       | 1,92       | 1,93       |
| <b>Royaume-Uni SONIA</b> | 3,733      | 3,73       | 3,73       | 3,73       | 3,97       |
| <b>Suisse SARON</b>      | -0,038     | -0,04      | -0,04      | -0,08      | -0,04      |
| <b>Japon TONAR</b>       | 1,227      | 0,98       | 0,98       | 0,73       | 0,48       |

## Taux souverains 10 ans

| %                            | 08/10/2026 | 09/09/2026 | 09/07/2026 | 01/01/2026 | 09/10/2025 |
|------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Etats-Unis Treasuries</b> | 5,22       | 4,83       | 4,54       | 4,18       | 4,14       |
| <b>France OAT</b>            | 4,90       | 4,32       | 3,81       | 3,56       | 3,52       |
| <b>Allemagne Bund</b>        | 3,50       | 3,43       | 3,10       | 2,85       | 2,70       |
| <b>Italie BTP</b>            | 4,65       | 4,27       | 3,84       | 3,55       | 3,53       |
| <b>Espagne Bonos</b>         | 4,13       | 3,88       | 3,48       | 3,28       | 3,24       |
| <b>Suisse</b>                | 0,57       | 0,49       | 0,43       | 0,33       | 0,25       |
| <b>Royaume-Uni Gilts</b>     | 5,49       | 5,25       | 4,98       | 4,54       | 4,81       |
| <b>Japon JGB</b>             | 3,10       | 2,87       | 2,85       | 2,06       | 1,70       |

## Crédit et dette émergente

| %                        | 08/10/2026 | 09/09/2026 | 09/07/2026 | 01/01/2026 | 09/10/2025 |
|--------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Etats-Unis IG</b>     | 5,97       | 5,59       | 5,29       | 4,81       | 4,82       |
| <b>Etats-Unis HY</b>     | 8,26       | 7,48       | 7,14       | 6,53       | 6,84       |
| <b>Europe IG</b>         | 4,43       | 4,17       | 3,77       | 3,40       | 3,30       |
| <b>Europe HY</b>         | 6,94       | 6,18       | 5,72       | 5,28       | 5,41       |
| <b>Emergents devises</b> | 6,63       | 6,03       | 5,83       | 5,46       | 5,70       |

## Indices actions

| 08/10/2026 vs                | -1w   | -1m   | -3m    | 01/01/2026 | -1y    |
|------------------------------|-------|-------|--------|------------|--------|
| <b>Monde</b>                 | 0,00  | 0,24  | 1,438  | 14,50      | 17,56  |
| <b>Etats-Unis</b>            | 0,45  | 1,36  | 2,466  | 14,39      | 16,70  |
| <b>Zone euro</b>             | -1,72 | -3,05 | -2,839 | 8,66       | 12,62  |
| <b>France</b>                | -2,05 | -4,95 | -6,686 | -1,50      | 0,84   |
| <b>Allemagne</b>             | -1,82 | -3,31 | -1,341 | 1,41       | 1,89   |
| <b>Royaume-Uni</b>           | -0,28 | -2,16 | 0,696  | 7,74       | 13,27  |
| <b>Japon</b>                 | 0,00  | 2,11  | 1,936  | 22,95      | 30,13  |
| <b>Emergents (USD)</b>       | -0,69 | -1,88 | -0,079 | 21,83      | 25,73  |
| <b>Chine (USD)</b>           | -0,59 | -4,97 | -3,344 | -13,99     | -20,90 |
| <b>Inde (USD)</b>            | -1,71 | -7,58 | -7,254 | -14,66     | -13,29 |
| <b>Amérique latine (USD)</b> | 8,49  | 5,46  | 12,730 | 24,99      | 39,35  |

## Taux de change

|                | 08/10/2026 | 09/09/2026 | 09/07/2026 | 01/01/2026 | 09/10/2025 |
|----------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>EUR/USD</b> | 1,12       | 1,16       | 1,14       | 1,17       | 1,16       |
| <b>GBP/USD</b> | 1,32       | 1,36       | 1,34       | 1,34       | 1,33       |
| <b>EUR/CHF</b> | 0,93       | 0,94       | 0,92       | 0,93       | 0,93       |
| <b>USD/JPY</b> | 158,22     | 153,43     | 162,41     | 156,88     | 153,09     |
| <b>USD/CNY</b> | 6,70       | 6,71       | 6,80       | 7,00       | 7,12       |

## Prix des matières premières

|                               | 08/10/2026 | 09/09/2026 | 09/07/2026 | 01/01/2026 | 09/10/2025 |
|-------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Brent, USD/BL</b>          | 108        | 99         | 76         | 61         | 65         |
| <b>Cuivre, USD/Tonne met.</b> | 14 526     | 14 672     | 13 357     | 12 504     | 10 867     |
| <b>Or, USD/Ozt</b>            | 4 134      | 4 401      | 4 124      | 4 325      | 3 976      |
| <b>Argent, USD/Ozt</b>        | 59         | 67         | 60         | 71         | 49         |
| <b>Palladium, USD/Ozt</b>     | 1 133      | 1 380      | 1 268      | 1 608      | 1 509      |
| <b>Platinum, USD/Ozt</b>      | 1 650      | 1 918      | 1 629      | 2 054      | 1 692      |

Source : Bloomberg, au 09/10/2026-1S = variation sur 1 semaine, -3M = variation sur 3 mois, -12M = variation sur 12 mois, Début d'année = variation depuis le début de l'année. Actions ; rendement total en devise locale. Obligations souveraines = rendement à 10 ans. Les chiffres sont arrondis.

# AVERTISSEMENT IMPORTANT

## Avertissement général

Ce document est une communication à caractère promotionnel publiée par Société Générale Private Banking, qui est la ligne métier du Groupe Société Générale opérant à travers son siège au sein de Société Générale S.A. en France et son réseau (départements ou entités juridiques distinctes (succursales ou filiales, ci-après les « Entités »)), localisé sur les territoires mentionnés ci-après, agissant sous la marque « Société Générale Private Banking » et distributeurs du présent document.

Le présent document de nature informative, sujet à modification, est communiqué à titre purement indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.

Son contenu n'est pas destiné à fournir un service d'investissement, il ne constitue ni un conseil en investissement ou une recommandation personnalisée sur un produit financier, ni un conseil ou une recommandation personnalisée en assurance, ni une sollicitation d'aucune sorte, ni un conseil juridique, comptable ou fiscal de la part de Société Générale Private Banking et de ses Entités. L'information contenue dans ce document n'a pas pour objectif de fournir une base permettant de prendre une décision d'investissement.

Tout investissement peut avoir des conséquences fiscales et Société Générale Private Banking et ses Entités ne fournissent pas de conseil fiscal. Le niveau d'imposition dépend des circonstances individuelles et les niveaux et assiettes d'imposition peuvent changer. En outre, le présent document n'a pas pour objet de fournir des conseils comptables, fiscaux ou juridiques et ne doit pas être utilisé à des fins comptables, fiscales ou juridiques. Des conseils indépendants doivent être sollicités le cas échéant.

Les données historiques utilisées et les informations et avis cités, proviennent ou sont notamment basées sur des sources externes que Société Générale Private Banking et ses Entités considèrent fiables mais qu'elles n'ont pas vérifiées de manière indépendante. Société Générale Private Banking et ses Entités n'assumeront aucune responsabilité quant à l'exactitude, la pertinence et l'exhaustivité de ces données.

Le contenu de ce document ne prend pas en compte d'objectifs d'investissement ni de situations financières spécifiques. Il appartient aux investisseurs de prendre contact avec leurs conseillers externes habituels afin d'obtenir toutes les informations financières, juridiques et fiscales qui leur permettront d'apprécier les caractéristiques et les

risques de l'investissement envisagé ainsi que la pertinence de la mise en œuvre des stratégies dont il est question dans le présent document.

L'investissement dans certaines classes d'actifs citées peut ne pas être autorisé dans certains pays ou peut être réservé qu'à une certaine catégorie d'investisseurs. Il est de la responsabilité de toute personne en possession de ce document de s'informer et de respecter les dispositions légales et réglementaires de la juridiction concernée. Ce document n'est en aucune manière destiné à être diffusé à une personne ou dans une juridiction pour laquelle une telle diffusion serait restreinte ou illégale. Il ne peut notamment pas être diffusé aux Etats-Unis, et ne peut être distribué, directement ou indirectement, sur le marché des Etats-Unis ou auprès d'une US Person.

## Risques généraux

Certaines classes d'actifs citées peuvent présenter divers risques, impliquer une perte potentielle de la totalité du montant investi voire une perte potentielle illimitée, et n'être en conséquence réservées qu'à une certaine catégorie d'investisseurs, et/ou adaptées qu'à des investisseurs avertis et éligibles à ces classes d'actifs. En outre, ces classes d'actifs doivent être conformes au Code de Conduite fiscale du Groupe Société Générale. Le prix et la valeur des investissements ainsi que les revenus qui en dérivent peuvent fluctuer, à la hausse comme à la baisse. Les variations de l'inflation, de taux d'intérêts et de taux de change peuvent avoir des effets négatifs sur la valeur, le prix et le revenu des investissements libellés dans une devise différente de celle du client. Les éventuelles simulations et exemples contenus dans ce document sont fournis à titre indicatif et à des fins d'illustration uniquement. La présente information peut être modifiée en fonction des fluctuations des marchés, et les informations et avis mentionnés dans ce document peuvent être amenés à évoluer. Société Générale Private Banking et ses Entités ne s'engagent ni à actualiser ni à modifier le présent document, et n'assumeront aucune responsabilité à cet égard.

Le présent document a pour seul but d'informer les investisseurs, qui prendront leurs décisions d'investissement sans se fier uniquement à ce document. Société Générale Private Banking et ses Entités ne sauront être tenue pour responsables en cas de perte directe ou indirecte liée à un quelconque usage de ce document ou de son contenu. Société Générale Private Banking et ses Entités n'offrent aucune garantie, expresse ou tacite, quant à l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations ou quant à la rentabilité ou la performance de toute classe d'actifs, pays, ou marché.

Les informations sur les performances passées éventuellement reproduites ne garantissent en aucun cas les performances futures et peuvent ne pas se reproduire. La valeur d'un investissement n'est pas garantie et la valorisation d'investissements peut fluctuer.

Les prévisions concernant les performances futures sont basées sur des hypothèses qui peuvent ne pas se concrétiser. Les scénarios présentés sont des estimations de performances futures, fondées sur des informations passées sur la manière dont la valeur d'un investissement varie et/ou sur les conditions de marché actuelles, et ne sont pas des indications exactes. Le rendement obtenu par des investisseurs sera amené à varier en fonction des performances du marché et de la durée de conservation de l'investissement par l'investisseur. Les performances futures peuvent être soumises à l'impôt, lequel dépend de la situation personnelle de chaque investisseur et est susceptible de changer à l'avenir.

Pour une définition et description des risques plus complète, veuillez-vous référer au prospectus ou, le cas échéant, aux autres documents réglementaires (si applicable) avant toute décision d'investissement.

Le présent document est confidentiel, destiné exclusivement à la personne à laquelle il est remis, et ne peut ni être communiqué ni porté à la connaissance de tiers (à l'exception des conseils externes et à condition qu'ils en respectent eux-mêmes la confidentialité), ni reproduit totalement ou partiellement, sans accord préalable et écrit de Société Générale Private Banking et de ses Entités.

## Conflits d'intérêts

Le Groupe Société Générale maintient effective une organisation administrative prenant toutes les mesures nécessaires pour identifier, contrôler et gérer les conflits d'intérêts. A cet effet, Société Générale Private Banking et ses Entités ont mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts pour prévenir les conflits d'intérêts, y compris des murailles de Chine en matière d'information.

Ce document contient les avis de la ligne métier Société Générale Private Banking. Les opérateurs de marché de Société Générale peuvent effectuer des transactions, ou ont effectué des transactions, sur la base des avis et études de ces personnes. De plus, les équipes de Société Générale Private Banking sont rémunérées, en partie, en fonction de la qualité et de la précision de leurs études, des commentaires des clients, des revenus de l'entité Société Générale Private Banking qui les emploie, et de facteurs concurrentiels.



# AVERTISSEMENT IMPORTANT

En règle générale, les sociétés du Groupe Société Générale peuvent être teneur de marché, chef de file ou chef de file associé à une offre publique d'instruments financiers, effectuer des transactions concernant les titres auxquels il est fait référence dans ce document, et peuvent fournir des services bancaires aux sociétés mentionnées dans ce document, ainsi qu'à leurs filiales. Les sociétés du Groupe Société Générale, peuvent, de temps à autre, réaliser des transactions, générer des profits, détenir des titres ou agir comme conseiller, courtier ou banquier en lien avec ces titres, ou des dérivés de ces titres, ou en lien avec les classes d'actifs mentionnées dans ce document.

Les sociétés du Groupe Société Générale peuvent être représentées au conseil de surveillance ou d'administration de ces sociétés.

Les employés du Groupe Société Générale, ou les personnes ou entités qui leur sont liées, peuvent, de temps à autre, détenir une position dans un titre ou une classe d'actifs mentionné(e) dans ce document.

Les sociétés du Groupe Société Générale peuvent acquérir ou liquider, de temps à autre, des positions dans les titres, ou actifs sous-jacent (y compris leurs dérivés) mentionnés dans ce document, ou dans tout autre actif le cas échéant, et par conséquent tout rendement pour un investisseur potentiel peut en être directement ou indirectement affecté.

Les sociétés du Groupe Société Générale n'ont aucune obligation de divulguer ou de prendre en compte ce document dans le cadre de conseil ou de transactions avec un client ou au nom d'un client.

Par ailleurs, les sociétés du Groupe Société Générale peuvent émettre d'autres études qui ne sont pas alignées, ou dont les conclusions diffèrent des informations présentées dans ce document, et n'ont aucune obligation de s'assurer que de telles autres études sont portées à la connaissance de tout récipiendaire du présent document.

Le Groupe Société Générale maintient effective une organisation administrative prenant toutes les mesures nécessaires pour identifier, contrôler et gérer les conflits d'intérêts. A cet effet, Société Générale Private Banking et ses entités ont mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts pour prévenir les conflits d'intérêts. Pour plus de détails, il est possible de se reporter à la politique de gestion des conflits d'intérêts remise.

## Avertissement spécifique par juridiction

**FRANCE :** Sauf indication contraire expresse, le présent document est publié et distribué par Société Générale, établissement de crédit prestataire de services d'investissement agréé par et sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE ») (sise ECB Tower, Sonnemannstraße 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne) au sein du Mécanisme de supervision unique banque française autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (sise 4, Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09), et l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») (sise 17 Pl. de la Bourse, 75002 Paris). Société Générale est également enregistrée auprès de l'ORIAS en qualité d'intermédiaire en assurance sous le numéro 07 022 493 orias.fr.

Société Générale est une société anonyme française au capital de 1 003 724 927,50 euros au 17 novembre 2023, dont le siège social est situé 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris, et dont le numéro d'identification unique est 552 120 222 R.C.S. Paris. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur [www.privatebanking.societegenerale.com](http://www.privatebanking.societegenerale.com).

**LUXEMBOURG :** Le présent document est distribué au Luxembourg par Société Générale Luxembourg, société anonyme enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6061 et établissement de crédit autorisé et régi par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »), sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE »), et dont le siège social est sis 11, avenue Émile Reuter – L 2420 Luxembourg. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur <https://www.societegenerale.lu/>. Aucune décision d'investissement quelle qu'elle soit ne pourrait résulter de la seule lecture de ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant à l'exactitude ou autre caractéristique des informations contenues dans ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant aux actions

menées par le destinataire de ce document sur la seule base de ce dernier, et Société Générale Luxembourg ne se présente pas comme fournissant des conseils, notamment en ce qui concerne les services d'investissement. Les opinions, points de vue et prévisions exprimées dans le présent document (y compris dans ses annexes) reflètent les opinions personnelles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas les opinions d'autres personnes ou de Société Générale Luxembourg, sauf indication contraire. Ce document a été élaboré par Société Générale. La CSSF n'a procédé à aucune analyse, vérification ou aucun contrôle sur le contenu du présent document.

**MONACO :** Le présent document est distribué à Monaco par Société Générale Private Banking (Monaco) S.A.M., sise 11 avenue de Grande Bretagne, 98000 Monaco, Principauté de Monaco, régie par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et la Commission de Contrôle des Activités Financières. Les produits financiers commercialisés à Monaco peuvent être réservés à des investisseurs qualifiés conformément aux dispositions de la loi n° 1.339 du 07/09/2007 et de l'Ordonnance Souveraine n° 1.285 du 10/09/2007. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur [www.privatebanking.societegenerale.com](http://www.privatebanking.societegenerale.com).

© Copyright Groupe Société Générale 2025. Tous droits réservés. L'utilisation, la reproduction, la redistribution et la divulgation non autorisées de tout ou partie du présent document sont interdites sans le consentement préalable de Société Générale. Les symboles clés, Société Générale, Société Générale Private Banking sont des marques déposées de Société Générale. Tous droits réservés

